



ONE PLANET FOREST SUMMIT

LE SOMMET ONE PLANET POUR LES FORÊTS TROPICALES

Un sommet pour faire progresser notre ambition
collective en matière de préservation
et de gestion durable des forêts tropicales

1^{ER} ET 2 MARS 2023
À LIBREVILLE,
GABON

DOSSIER DE PRESSE



ONE FOREST
SUMMIT

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|----|--|
| 5 | Message du président de la République |
| 6 | Citations des ministres |
| 8 | Présentation du One Forest Summit |
| 10 | La protection des forêts tropicales : quelques données clés |
| 12 | Le programme du sommet |
| 15 | Projets et initiatives |
| 16 | Parmi les participants |
| 20 | Contacts de presse |

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Pour contenir le réchauffement climatique et sauver notre biodiversité, c'est une évidence : il nous faut protéger les forêts primaires, les mangroves ou encore les tourbières. Ces espaces, seulement 15 % de la surface du globe, représentent en effet 75 % du carbone irrécupérable et les écosystèmes de plus de 90 % des espèces vertébrées.

C'est un patrimoine naturel mondial, un bien commun précieux qu'il est crucial de préserver pour la survie de l'environnement et de l'humanité. Pourtant, les États qui abritent ces espaces ne sont pas suffisamment aidés pour les entretenir et doivent seuls supporter le coût de ce qui profite à tous.

Beaucoup de travail a déjà été engagé pour préserver ces forêts et réserves irremplaçables de carbone et de biodiversité, dans lesquelles se joue une part de notre destin commun. Mais soyons lucides : beaucoup d'efforts sont encore à faire. En particulier, la lutte contre la déforestation sauvage doit être renforcée, le soutien à une exploitation durable doit être davantage mis en œuvre, les mécanismes de compensation et de soutien à la conservation doivent être mieux financés. Une méthode partenariale reste à inventer. Nous devons être ambitieux et concrets pour épauler les États qui ont la chance mais aussi la responsabilité de ces forêts primaires.

Telle est la feuille de route du One Forest Summit coorganisé avec le Gabon les 1^{er} et 2 mars à Libreville, à la suite d'une action internationale initiée depuis 2017, et qui vise à créer des coalitions d'acteurs apportant soutien politique et financements pour des causes précises et déterminantes. Ce sommet international consacré aux forêts sera ainsi autant un jalon décisif que le début d'un chemin commun.

Nous devons être plus rapides, plus solidaires et plus résolus que jamais dans cette lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité. Soyons à la hauteur des enjeux !



CITATIONS DES MINISTRES



Ce sommet est une initiative franco-gabonaise pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la préservation des forêts tropicales.

Les forêts tropicales du bassin du Congo, d'Amazonie et d'Asie sont les poumons de la planète. Elles sont essentielles pour le climat, pour la biodiversité et pour les populations qui y vivent et qui en vivent.

En réunissant les dirigeants, les scientifiques, les entreprises et les jeunes du monde entier, ce One Forest Summit aura pour ambition de faire émerger des solutions communes, et durables, pour l'avenir de nos forêts et de notre planète.



Chrysoula Zacharopoulou

Secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux



Sous l'impulsion du président de la République, ce premier One Forest Summit continuera le chemin tracé par la France depuis plusieurs années en faveur d'une protection mondiale de la biodiversité. Les ambitions que nous portons à l'échelle nationale, comme le Plan *Un milliard d'arbres* ou la stratégie nationale pour les aires protégées, doivent trouver résonance à l'échelle internationale dans la poursuite de l'accord historique de la COP15 de décembre dernier.

Nous sommes collectivement liés face aux effets du changement climatique. S'attacher à la préservation des trois grands bassins forestiers tropicaux africain, amazonien et asiatique témoigne de l'importance de soutenir les pays les plus vulnérables à protéger leurs trésors de biodiversité et lutter contre les émissions de CO₂.

Le 1^{er} et 2 mars prochains, à Libreville, nous serons pleinement mobilisés avec tous les acteurs de la société civile, des entreprises, des scientifiques et des décideurs mondiaux pour prendre des engagements pour la préservation des forêts tropicales.



Christophe Béchu

Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires



La réponse aux principaux enjeux de notre époque est scientifique. La lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité n'y font pas exception, loin s'en faut.

Le One Forest Summit répond à un engagement clair du président de la République : celui d'accroître la solidarité et les actions de préservation des trois plus grands bassins forestiers du monde, en renforçant en particulier la coopération scientifique.

À travers l'étude, en lien avec les populations locales, du rôle clé des forêts tropicales comme puits de carbone et sanctuaires de biodiversité, la France, État amazonien, est particulièrement engagée dans ces efforts. Notre pays mène en effet d'importants programmes de recherche et de formations. Si ces derniers visent à protéger l'environnement et à renforcer les capacités de résilience des écosystèmes, n'oublions jamais que ce sont également les humains qui en bénéficient. La déforestation accroît notamment les risques de zoonoses, dont chacun mesure aujourd'hui plus que jamais quels peuvent être les effets pour nos sociétés.

L'objectif des coopérations développées de longue date, dont le Sommet constitue un point d'orgue, est de permettre aux scientifiques, aux décideurs et à la jeunesse de construire ensemble la vision d'un développement soutenable des forêts tropicales.

Sylvie Retailleau



Ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

PRÉSENTATION DU ONE FOREST SUMMIT

POURQUOI UN SOMMET SUR LES FORÊTS ?

Comme annoncé par le président de la République gabonaise Ali Bongo Ondimba et le président de la République française Emmanuel Macron lors de la COP27 en novembre 2022 à Charm el-Cheikh, un One Forest Summit sera organisé les 1^{er} et 2 mars 2023 à Libreville au Gabon.

Ce sommet sera un moment clé pour avancer sur l'action climatique et la préservation de la biodiversité, en promouvant la solidarité entre les trois grands bassins forestiers à l'échelle mondiale : la forêt amazonienne, le bassin du Congo et les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est. La protection de ces trois bassins forestiers constitue un enjeu mondial. En séquestrant des centaines de millions de tonnes de CO₂¹, ces bassins forestiers jouent un rôle critique dans la régulation du climat. Par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils recèlent, ils abritent des trésors de biodiversité. Et en agissant comme tampons entre les sociétés humaines et les cycles microbiens des espaces sauvages, ils jouent un rôle clé pour prévenir l'apparition de nouvelles épidémies.

POURQUOI UN SOMMET AU GABON ?

Le Gabon, pays dont le territoire est recouvert à 88 % par la forêt équatoriale, situé dans l'un des deux principaux poumons verts de la planète, est en première ligne dans la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de la biodiversité, très tôt hissées au rang de priorités au niveau national. Précurseur, le Gabon s'est aussi engagé volontairement à protéger un tiers de ses espaces naturels, terrestres comme marins. Se préparant depuis plus d'une décennie à l'après-pétrole, le Gabon a adopté un modèle économique alliant développement industriel et gestion durable

1. Les forêts constituent le deuxième plus grand puits de carbone au monde après les océans : elles absorbent deux fois plus de CO₂ qu'elles n'en émettent. À l'échelle mondiale, le Global Forest Watch estime qu'elles absorbent une quantité nette de 7,6 milliards de tonnes de CO₂ par an.

de ses ressources naturelles, comme le montre l'exploitation du bois dont le Gabon est l'un des principaux producteurs mondiaux.

QUELS SERONT LES OBJECTIFS ET LES AVANCÉES CONCRÈTES LORS DE CE SOMMET ?

Ce sommet, qui rassemblera des chefs d'État et des ministres de tous les continents, permettra d'aborder les enjeux liés à la préservation des trois grands bassins forestiers, au lendemain de l'accord historique obtenu à Montréal sur la protection de la biodiversité.

On oppose parfois la protection des forêts et le développement économique des pays forestiers, qui pour beaucoup d'entre eux sont par ailleurs soumis à une forte pression démographique. Le but du sommet est de démontrer que les deux objectifs sont conciliables : gérer de manière durable une forêt permet à la fois de préserver les services écosystémiques rendus à l'humanité et d'augmenter sa valeur ajoutée économique pour les pays forestiers et les populations locales.

Concrètement, le One Forest Summit de Libreville n'aura pas pour objectif de faire adopter de nouvelles déclarations politiques. Le cadre ambitieux, nous l'avons déjà : c'est celui fixé par l'Accord de Paris et ensuite à Glasgow, puis à Montréal lors de la COP15. L'enjeu sera de mettre en application cette ambition en proposant aux pays forestiers, avec l'aide de nombreux scientifiques, chefs d'entreprise, investisseurs et ONG, une **plateforme de solutions scientifiques et économiques** pour les aider à concilier protection de leurs forêts et développement économique.

Le premier objectif sera de **donner aux grands pays forestiers des solutions très concrètes** pour leur permettre de tirer des bénéfices économiques de politiques plus protectrices des forêts :

- **en développant des filières plus durables** pour des produits qui seront vendus plus cher sur les marchés internationaux et profiteront davantage aux populations locales. De telles filières existent déjà : c'est le cas pour **les produits de bois issu**



de l'exploitation durable utilisés à des fins de construction et de rénovation des bâtiments, dont la nouvelle industrie de bois CLT (*cross-laminated timber*), ce qui constitue une solution innovante pour réduire l'empreinte carbone de nos infrastructures. Les produits alimentaires issus de l'agroforesterie et autres pratiques responsables jouissent également d'un fort potentiel : **café, cacao, caoutchouc**, etc. Le défi est de soutenir ces filières pour accompagner leur passage à l'échelle et stimuler la demande pour ces produits ou matériaux, en cohérence notamment avec la nouvelle politique européenne de lutte contre la déforestation. Un **forum économique pour les forêts sera organisé à Libreville** pour accélérer le développement de ces filières, grâce à du partage de savoir-faire, de la formation et de nouvelles opportunités de partenariats économiques.

- **en rémunérant les pays qui réduisent la déforestation ou reforestent** et augmentent ainsi les capacités de séquestration de leurs forêts (REDD+). Les acteurs privés ont à cet égard un rôle majeur à jouer à travers ce qu'on appelle les « **crédits carbone** » : concrètement, une entreprise qui souhaite contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique pourra investir dans des projets qui permettent d'augmenter les capacités de séquestration nette de la forêt, à travers par exemple des projets de restauration des terres ou de reforestation. Afin d'éviter l'écoblanchiment, nous allons rassembler les acteurs à Libreville qui sont engagés dans le segment de ce marché qui présente le plus d'intégrité environnementale, et qui rapporte ainsi le plus aux pays forestiers (avec des projets à haut rendement, certains dépassant 30 \$ la tonne de CO₂).

- enfin, certaines zones de la forêt sont encore intactes et représentent des **réserves vitales de carbone ou de biodiversité** (par exemple les mangroves), qu'il faut protéger dans le cadre de parcs ou de réserves de biosphères. **Le sommet de Libreville permettra à aussi de lancer des mécanismes innovants pour financer ces zones protégées**, à travers des partenariats de conservation positives (PCP), à la suite de l'initiative lancée par la France et le Gabon en marge de la COP27 à Charm el-Cheikh ainsi que les partenariats pour l'investissement dans les territoires forestiers

(*Forest Land Investment Partnerships*) lancés par les États-Unis à Davos en janvier 2023.

Le deuxième objectif de ce sommet sera de renforcer la coopération scientifique entre les trois grands bassins tropicaux du monde, notamment pour accroître l'expertise internationale sur les services rendus par les forêts. Seront explorés les liens entre biodiversité et santé (à travers l'initiative PREZODE), et les pratiques traditionnelles qui permettent de protéger les espèces endémiques mais aussi de mieux cartographier ces espaces, dont les richesses restent mal connues. Comme pour les fonds marins, si nous voulons mieux protéger, il faut avant tout mieux connaître.

Enfin, en l'organisant à Libreville, l'objectif de ce sommet sera aussi **de valoriser l'apport des forêts africaines**, largement méconnu du grand public, quelques mois avant le sommet sur l'Amazonie qui devrait être organisé par le Brésil et la Colombie. **Le bassin forestier du Congo-Ogooué est un poumon extraordinaire pour la planète**. Parmi les trois grands bassins forestiers, il est celui dont le taux de séquestration nette de CO₂ est le plus important.

Reprenant l'esprit des One Planet Summit, ce sommet ne réunira pas seulement les représentants des États de tous les continents et des organisations internationales, mais aussi des entreprises et investisseurs, des associations, des scientifiques et experts, des collectivités locales. Cette pluralité d'acteurs fait la force des sommets One Planet. Elle permet de **mobiliser les ressources du secteur privé pour la transition écologique, et de faire évoluer les pratiques à tous les niveaux**.

Le One Forest Summit de Libreville ne sera pas un sommet de plus. Il sera un sommet utile pour l'action, la mise en application à grande échelle de certaines décisions vitales pour l'avenir de notre planète.

LA PROTECTION DES FORÊTS TROPICALES : QUELQUES DONNÉES CLÉS

SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES RENDUS PAR LES FORÊTS

- Plus grand réservoir du vivant, les forêts humides abritent :
 - de 50 à 75 % de la biodiversité terrestre² ;
 - 70 % des espèces végétales connues sur une superficie équivalente à 12 % des terres émergées de la planète³ ;
 - les deux tiers des plantes à fleurs de la planète⁴ ;
 - plus de 90 % des espèces vertébrées⁵.
- 350 millions de personnes dans le monde dépendent directement des forêts tropicales humides⁶.
- Près de 1,6 milliard de personnes dépendent des forêts pour subvenir à leurs besoins élémentaires, soit 1/5 de la population mondiale⁷.
- La richesse représentée par certains services écosystémiques forestiers est estimée à environ 9 % du produit intérieur brut mondial⁸.
- Au fil des siècles, les forêts tropicales, tourbières et mangroves ont piégé entre 139,1 et 443,6 Gt de carbone soit 75 % du carbone dit « irrécupérable »⁹.
- S'étendant sur six pays, le bassin du Congo est le plus grand puits de carbone au monde¹⁰.

CONSÉQUENCES D'UNE MAUVAISE GESTION DES FORÊTS TROPICALES/LIEN AVEC LES MALADIES INFECTIEUSES

- La déforestation tropicale est à l'origine de 13 % des émissions mondiales de CO₂¹¹.
- 23 % des émissions anthropiques totales de gaz à effet de serre (2007-2016) proviennent de l'agriculture, de la sylviculture et d'autres utilisations des terres. Environ 11 % des émissions totales proviennent de la sylviculture et d'autres utilisations des terres, principalement la déforestation, tandis que les 12 % restants sont des émissions directes provenant de la production agricole, comme le bétail et les engrais¹².
- 220 millions d'hectares de forêts tropicales humides ont été perdus depuis 1990, soit 17 % des forêts tropicales humides, au profit de l'agriculture et d'autres utilisations des terres¹³.
- Plus de 30 % des nouvelles maladies signalées depuis 1960 sont attribuées au changement d'affectation des sols, comprenant la déforestation, et 15 % des 250 maladies infectieuses émergentes ont été associées aux forêts. La déforestation, en particulier dans les régions tropicales, a été associée à une augmentation des maladies infectieuses telles que la dengue et le paludisme¹⁴.
- Chaque année, la destruction des forêts représente 1/5 de la surface de la France¹⁵.

2. IRD, CIRAD : ird.fr/les-forets-tropicales-humides-avenir-de-la-planete

3. *Ibidem*

4. *Ibidem*

5. *Ibidem*

6. *Ibidem*

7. AFD : afd.fr/fr/actualites/6-bonnes-raisons-de-preserver-les-forets

8. FAO : fao.org/documents/card/en/c/ca8642en

9. Sciences&vie : science-et-vie.com/article-magazine/voici-les-reserves-de-carbone-a-preserver-a-tout-prix

10. Banque mondiale banquemondiale.org/fr/news/feature/2022/10/24/journey-into-the-congo-basin-the-lungs-of-africa-and-beating-heart-of-the-world

11. MTECT : statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat-2022/pdf/chiffres-cles-du-climat-2022-integral.pdf

12. GIEC : ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/4/2020/02/SPM_Updated-Jan20.pdf

13. CIRAD : cirad.fr/espace-presse/communiqués-de-presse/2021/perte-220-millions-hectares-de-forets-tropicales-humides

14. FAO : fao.org/documents/card/en/c/ca8642en

15. IRD, CIRAD : ird.fr/les-forets-tropicales-humides-avenir-de-la-planete

- 420 millions d'hectares de forêts, soit une superficie supérieure à celle de l'Union européenne, ont été perdus en raison de la déforestation entre 1990 et 2020¹⁶.

FINANCER UNE GESTION DURABLE

- Une quarantaine de nouveaux fonds fiduciaires pour la conservation ont été créés depuis 2010, rejoignant 68 fonds de ce type déjà constitués. De nombreux fonds climatiques nationaux offrent des fenêtres qui peuvent soutenir le secteur forestier¹⁷.
- Le financement total de la préservation et de la gestion durable des forêts tropicales doit être multiplié par trois d'ici à 2030 et par quatre d'ici à 2050 pour que le monde atteigne les objectifs de neutralité en matière de climat, de biodiversité et de dégradation des terres, soit une estimation de 203 milliards USD par an d'ici à 2050¹⁸.
- L'arrêt de la déforestation pourrait permettre d'éviter de manière rentable l'émission d'environ 3,6 Gt de CO₂ par an entre 2020 et 2050, ce qui équivaut à 14 % des mesures d'atténuation supplémentaires nécessaires d'ici 2030 pour maintenir le réchauffement planétaire en deçà de 1,5 °C¹⁹.

DES PROGRÈS DANS LA GESTION DURABLE/PRÉSERVATION DES FORÊTS DÉJÀ TANGIBLES

- La région du bassin du Congo a connu une effervescence de créations d'aires protégées dans les années 1990. Aujourd'hui, elle compte 206 réserves occupant 799 000 km² soit 14,8 % de ses terres et 5 % de la zone économique exclusive marine des pays d'Afrique centrale²⁰.
- La réduction de la déforestation se situe entre 73 % et 77 % dans les aires protégées du bassin du Congo²¹.
- Au Gabon, où 44 % du territoire forestier est couvert par des concessions de gestion durable, le taux de déforestation n'a pas dépassé 0,04 % par an entre 2000 et 2010²².
- « Le taux de déforestation est aujourd'hui dix fois moins élevé dans le bassin du Congo qu'en Amazonie. Et la région abrite la majorité des concessions de forêts tropicales certifiées FSC » : Christophe du Castel, AFD²³.
- Entre 2010 et 2020, les forêts amazoniennes ont perdu 3 % de leur surface soit deux fois moins que pendant la décennie précédente²⁴.
- En Amérique du Sud, 31 % des forêts se trouvent à l'intérieur d'aires protégées²⁵.

16. FAO : fao.org/3/ca9825en/ca9825en.pdf

17. FAO : fao.org/documents/card/en/c/ca8642en

18. FAO : fao.org/documents/card/en/c/ca8642en

19. FAO : fao.org/documents/card/en/c/ca8642en

20. *Le Monde* : lemonde.fr/planete/visuel/2021/10/29/le-bassin-du-congo-deuxieme-puits-de-carbone-du-monde-entre-preservation-et-exploitation_6100375_3244.html

21. AFD : afd.fr/fr/ressources/etude-devaluation-dimpact-des-modes-de-gestion-forestiere-sur-le-couvert-forestier-dans-le-bassin-du-congo

22. OFAC : observatoire-comifac.net/publications/edf/2015

23. AFD : afd.fr/fr/actualites/30-ans-action-afd-pour-forets-du-bassin-du-congo

24. IRD, CIRAD : ird.fr/les-forets-tropicales-humides-avenir-de-la-planete

25. IRD, CIRAD : <https://www.ird.fr/les-forets-tropicales-humides-avenir-de-la-planete>

LE PROGRAMME DU SOMMET

📅 1^{er} et 2 mars 2023

📍 Hôtel Radisson Blu et palais
présidentiel de Libreville

Types d'événements

Sessions ministérielles : coprésidées
par les ministères, ouvertes à tous les
participants

Segment des chefs d'État et de
gouvernement : ouvert aux chefs
d'État et de gouvernement
et aux participants

Événements annexes : organisés
par des tiers : ouverts à tous les
participants

Événements à huis clos : sur
invitation uniquement

1^{ER} MARS

Journée réunissant ministres, société civile et experts

📍 Hôtel Radisson Blu

Matin

9 h 30-10 h

Session introductive par les ministres Lee White
et Chrysoula Zacharopoulou

PROMOUVOIR LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE SUR LES FORÊTS TROPICALES

10 h 15-11 h 45

One Forest Vision

Partie 1 - Progrès en matière de surveillance des forêts
Enjeux clés pour les forêts tropicales : nouvelles approches
pour l'observation, le suivi et la gestion des données

12 h-13 h 30

One Forest Vision

Partie 2 - Besoins en matière de gouvernance,
de partenariat, de formation et de recherche pour
une plateforme de données équitables

PROMOUVOIR LES CHAINES DE VALEUR DURABLES

10 h 15-11 h 45

L'exploitation durable des forêts et la valorisation du bois

Gestion durable des forêts, bois pour la construction
et l'énergie

12 h-13 h 30

Atelier sur l'agroforesterie et le revenu décent des producteurs

Exemple des industries du cacao et du café

DÉBLOQUER DES SOURCES DE FINANCEMENTS INNOVANTS

10 h 15-11 h 45

Les instruments fondés sur le marché au service du climat, de la nature et des peuples

Rapport sur les mécanismes de financements innovants sous
la direction du FEM

12 h-13 h 30

Une coalition d'acteurs pour développer des crédits carbone à haute valeur environnementale

SIDE EVENT

12 h-13 h 30

Coalition pour le Bassin du Congo

Soutenir les efforts de conservation dans le Bassin du Congo
Organisé par WWF

ÉVÉNEMENTS À HUIS CLOS

12 h-13 h 30

Comité d'orientation stratégique de la Coalition internationale « Corridors de biodiversité en Afrique »

Organisé par Climate Chance

13 h 30-15 h

Déjeuner ministériel

suivi de la COP15 : mettre en œuvre le Cadre mondial
de la biodiversité de Kunming à Montréal

Après- midi

PROMOUVOIR LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE SUR LES FORÊTS TROPICALES

| | |
|-----------------|--|
| 15 h-16 h 30 | Les espèces parapluies des forêts tropicales et leur lien avec le patrimoine naturel et culturel de l'humanité |
| 16 h 45-18 h 15 | Lutter contre la déforestation pour prévenir les zoonoses Prévention de l'émergence des maladies zoonotiques (PREZODE) |

PROMOUVOIR LES CHAÎNES DE VALEUR DURABLES

| | |
|-----------------|---|
| 15 h-16 h 30 | Atelier sur la traçabilité, clé de voûte de la durabilité Outils de traçabilité et enjeux de la réglementation européenne |
| 16 h 45-18 h 15 | Atelier sur l'utilisation durable des ressources forestières Le cas de l'industrie cosmétique et pharmaceutique |

DÉBLOQUER DES SOURCES DE FINANCEMENTS INNOVANTS

| | |
|--------------|---|
| 15 h-16 h 30 | Tirer parti des mécanismes de financements innovants pour la nature Échanges dette-nature, obligations forestières, paiement des services écosystémiques, certificats de biodiversité, etc. |
|--------------|---|

SIDE EVENTS

| | |
|-----------------|---|
| 15 h-16 h 30 | Connectivité écologique et compensation : une opportunité de reconquête de la biodiversité ? <i>Organisé par Climate Chance</i> |
| 16 h 45-18 h 15 | « The Mangrove Breakthrough » au One Forest Summit <i>Organisé par les UN Climate Champions</i> |
| 16 h 45-18 h 15 | Partenariats public-privé responsables en milieu tropical <i>Organisé par Meridiam et FGIS</i> |

ÉVÉNEMENT À HUIS CLOS

| | |
|-----------------|---|
| 16 h 45-18 h 15 | Réunion ministérielle avec des représentants du One Forest Youth Forum |
|-----------------|---|

Soirée

À confirmer

2 MARS

Matin

Journée réunissant ministres, société civile et experts

📍 Hôtel Radisson Blu

ONE FOREST BUSINESS FORUM

| | |
|-----------------|---|
| 9 h-10 h 15 | Réunion des chefs d'entreprise sur les principaux messages à transmettre aux chefs de gouvernement (session fermée) |
| 10 h 15-10 h 45 | Séance de présentation de solutions innovantes pour la préservation des forêts |
| 10 h 45-12 h 15 | Dialogue entre les ministres, les chefs d'entreprise et les leaders de la société civile |

SIDE EVENT

| | |
|-------------|--|
| 9 h-10 h 30 | Partenariats internationaux pour les forêts |
|-------------|--|

ÉVÉNEMENTS À HUIS CLOS

| | |
|-----------------|---|
| 10 h 45-12 h 15 | Hackathon Un outil de co-design en appui à la OfVi - atelier de réflexion |
| 12 h 30-14 h | Déjeuner de travail du One Forest Business Forum |

Après-midi

Segment de haut niveau avec les chefs d'État et de gouvernement

📍 Palais présidentiel

| | |
|-----------------|--|
| 15 h-15 h 30 | Session d'ouverture des chefs d'État et de gouvernement Préserver le cœur et les poumons de la planète |
| 15 h 30-16 h 30 | One Forest Lab Panel 1 La protection des forêts tropicales humides, un défi mondial ? Dialogue avec la communauté scientifique |
| 16 h 30-17 h | Discours de haut niveau sur la protection des forêts tropicales |
| 17 h-18 h 30 | One Forest Lab Panel 2 La protection des forêts tropicales peut-elle être rentable ? Dialogue avec les PDG et le secteur financier |
| 18 h 30-19 h | Cérémonie de clôture Discours des présidents de la République française et de la République gabonaise |

Soirée

Cocktail d'înatoire avec les chefs d'État et de gouvernement

PROJETS ET INITIATIVES



→ Élargissement de l'initiative PREZODE (Preventing Zoonotic Disease Emergence)

Cette initiative internationale innovante a pour ambition de comprendre les risques d'émergence de maladies infectieuses zoonotiques, de développer et de mettre en œuvre des méthodes innovantes pour améliorer la prévention, la détection précoce et la résilience afin d'assurer une réponse rapide aux risques des maladies infectieuses émergentes d'origine animale.

→ Pacte vert : accompagnement de la législation européenne visant à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts induites par la production et la consommation de l'UE

Un accord politique provisoire vient d'être conclu entre le Parlement européen et le Conseil sur un règlement de l'UE relatif aux chaînes d'approvisionnement « zéro déforestation ». Une fois adoptée et appliquée, la nouvelle législation garantira que certains biens essentiels placés sur le marché de l'UE ne contribueront plus à la déforestation et à la dégradation des forêts dans l'UE, ni ailleurs dans le monde.

→ One Planet Lab : rendu de travaux par le Fonds pour l'environnement mondial

En partenariat avec le One Planet Lab, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) dirige la création et la coordination d'un groupe de travail de haut niveau sur les mécanismes innovants vers des résultats positifs pour la nature afin de répondre aux besoins de financement de la biodiversité, comme annoncé par le président de la République lors de la COP27 à Charm el-Cheikh.

L'objectif du groupe de travail est d'explorer le potentiel de systèmes tels que les crédits carbone à fort impact sur l'environnement et les nouveaux

crédits ou certificats de biodiversité, d'identifier les obstacles à surmonter pour leur développement, leur intégrité et leur mise à l'échelle, et de faire des recommandations sur la manière dont ces mécanismes innovants peuvent produire des résultats positifs à la fois pour le climat et pour la nature, tout en comblant le déficit de financement. Le groupe devrait en particulier examiner et comparer les différents paramètres et cadres de mesure et de rapport sur l'impact sur la nature et leur potentiel de vérification et de certification solides et indépendantes, sans lesquels ils ne répondraient pas aux attentes.

→ Concrétisation d'une coalition de bailleurs autour de la notion de Partenariats pour la Conservation Positive (PCP)

À la COP27, la France avec les États-Unis, la Chine et le Costa Rica ont réuni des chefs d'État et de gouvernement et des ministres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que des dirigeants d'organisations internationales et de la société civile. Les participants ont affirmé la nécessité de conserver et de protéger en priorité les réserves vitales de carbone et de biodiversité irremplaçables et ont annoncé leur volonté de travailler ensemble pour former des partenariats pour la conservation positive (PCP). Les PCP seraient donc des partenariats entre les pays qui détiennent les réserves de biodiversité les plus importantes et qui s'engagent à accroître leurs zones ou leur niveau de protection, et les donateurs publics et privés qui peuvent fournir des fonds et un soutien politique.

→ Implication de la jeunesse pour la protection des forêts

Impliquer la jeunesse dans l'action, les réflexions et les décisions prises autour du One Forest Summit sera possible grâce à l'organisation du One Forest Youth Forum, initiative de jeunes qui pourront présenter leurs conclusions lors du sommet.

PARMI LES PARTICIPANTS

Razan Al Mubarak

Présidente de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN)

Razan Al Mubarak est la deuxième femme à diriger l'organisation en 75 ans d'histoire. Elle est également la directrice fondatrice du Fonds Mohamed bin Zayed pour la conservation des espèces qui, depuis sa création, a soutenu plus de 2 500 projets de conservation des espèces dans plus de 160 pays. Elle a été annoncée comme championne du climat de haut niveau pour la présidence de la COP28.

Bertrand Badré

Fondateur et associé de Blue like an Orange Sustainable Capital

Son fonds d'investissement à impact investit dans des entreprises des marchés émergents en accord avec les objectifs de développement durable. De 2013 à 2016, il occupait la fonction de directeur général finance de la Banque mondiale.

Juan Pablo Bonilla

Directeur du Secteur du changement climatique et développement durable de la Banque interaméricaine de développement (BID)

Auparavant, il était conseiller principal auprès du vice-président exécutif. Le Dr. Bonilla a travaillé sur la durabilité environnementale, le changement climatique et l'énergie durant plus de 20 ans. Il a présidé l'initiative pour l'énergie durable et le changement climatique, une étape stratégique majeure pour l'intégration du changement climatique et le développement durable comme une priorité de la BID. Avant de rejoindre cette organisation, le Dr. Bonilla a travaillé comme spécialiste principal à la Banque mondiale, et a été membre du Conseil exécutif du MDP de l'ONU.

Kim Carstensen

Directeur général du Forest Stewardship Council (FSC)

Leader mondial reconnu dans les secteurs de l'environnement et du développement, Kim Carstensen a dirigé FairGreen Solutions, un cabinet de conseil qui a contribué à relier les

concepts d'économie verte et de développement durable pour des clients du Sud. Son approche stratégique est le fruit d'une longue histoire de leadership mondial, plus récemment en tant que responsable de l'Initiative mondiale pour le climat du WWF International.

Craig Cogut

Fondateur et associé de Pegasus Capital

Pegasus travaille à changer l'investissement en *private equity* en intégrant des facteurs sociaux et environnementaux dans le processus d'investissement. Depuis 25 ans, la durabilité et la santé sont au cœur de ses stratégies d'investissement, avec de nombreuses sociétés de portefeuille primées créant un impact positif durable. Elle est la première société américaine d'investissement en capital privé ayant obtenu l'accréditation du Fonds vert pour le climat.

Ronan Dantec

Vice-président de la commission de l'aménagement des territoires et du développement durable du Sénat, président de l'association Climate Chance

Militant, Ronan Dantec a participé à la formation du groupe des Verts et s'est engagé au sein de mandats locaux et parlementaires sur les politiques énergétiques, des transports et liées à la biodiversité. Son association Climate Chance est composée de membres issus des neuf groupes d'acteurs non-étatiques reconnus par les Nations unies ; elle vise à renforcer l'action climat des collectivités locales, des entreprises et de la société civile en faveur des objectifs de l'accord de Paris.

Ani Dasgupta

Président et directeur général du World Resources Institute

Ani Dasgupta est un leader largement reconnu dans les domaines des villes durables, de l'aménagement urbain et de la réduction de la pauvreté. Il a développé son expertise dans des postes allant d'organisations à but non lucratif en Inde à la Banque mondiale, où il a élaboré la première stratégie de la Banque en matière de connaissances.



Ousmane Diagana

Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du centre

Avant d'être nommé à ce poste, Ousmane Diagana était le vice-président des ressources humaines du Groupe de la Banque mondiale. À ce titre, il a mené la stratégie globale de la Banque en matière de ressources humaines et supervisé l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de gestion du personnel du Groupe, ainsi que des politiques, programmes et services en matière de ressources humaines.

Mafalda Duarte

Responsable du Fonds d'investissement climatique

Mafalda Duarte a passé la majeure partie de sa carrière à vivre et à travailler dans plus de 30 pays en développement, où, en partenariat avec les gouvernements et d'autres parties prenantes, elle a dirigé la conception et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets susceptibles de faire une réelle différence dans la vie des gens.

Serge Ekue

Conseiller spécial du président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)

Expert reconnu des marchés financiers et des marchés de capitaux, Serge Ekue a dirigé les activités de marchés de Natixis pour la zone Asie-Pacifique pendant près de 6 ans (2010-2016) avant d'assumer la direction générale de la banque basée à Hong-Kong. Il cumule plus de 20 années d'expérience en finance internationale pour avoir exercé ces larges responsabilités dans le monde entier.

Dieudonné Evou Mekou

Président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC)

En 2000, Dieudonné Evou Mekou est nommé directeur général adjoint du Crédit Lyonnais Cameroun. En 2005, il est nommé directeur général de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), poste qu'il a occupé jusqu'en 2016 avant de rejoindre la Banque centrale.

Yannick Glemarec

Directeur exécutif du Green Climate Fund (GCF)

Yannick Glemarec a 30 ans d'expérience internationale dans le domaine du changement climatique, du développement et de la finance, et de leurs interrelations.

Gagan Gupta

Fondateur et PDG d'Arise

Entrepreneur, Gagan Gupta est le fondateur et le PDG d'Arise IIP, Arise IS et Arise P&L, trois sociétés spécialisées dans la conception, le financement, la construction et la gestion d'infrastructures de pointe en Afrique. Arise est devenue l'une des plus grandes plateformes d'investissement dans les infrastructures en Afrique en moins de 10 ans. Gagan Gupta a placé la durabilité au cœur des opérations et de la stratégie de ses entreprises, en favorisant la traçabilité, utilisant les énergies renouvelables, préservant la biodiversité et atteignant la neutralité carbone.

Kevin Kariuki

Vice-président pour l'électricité, l'énergie, le climat et la croissance verte à la Banque africaine de développement

Kevin Kariuki, de nationalité kenyane, est un ingénieur électricien agréé qui a plus de 30 ans d'expérience dans le développement des réseaux électriques, le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le changement climatique et la croissance verte, les partenariats stratégiques dans le domaine de l'énergie, les solutions financières dans le domaine de l'énergie, la politique et la réglementation.

Margaret Kim

Directrice générale de Gold Standard

La norme *Gold Standard for the Global Goals* permet de quantifier, certifier et maximiser les impacts des interventions sur le climat et le développement sur les objectifs de développement durable et de l'accord de Paris. Margaret Kim était auparavant responsable de la liaison avec le Fonds vert pour le climat au sein du cabinet du directeur général de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI) et

a précédemment occupé des postes de direction dans le secteur privé. renouvelables et l'efficacité énergétique, le changement climatique et la croissance verte, les partenariats stratégiques dans le domaine de l'énergie, les solutions financières dans le domaine de l'énergie, la politique et la réglementation.

Sabrina Krief

Vétérinaire et primatologue, professeure au Muséum national d'histoire naturelle

Sabrina Krief a étudié les chimpanzés sauvages puis les primates. Activiste pour la défense des grands singes auprès des populations et des gouvernements, elle a fondé l'association *Projet pour la conservation des grands singes* et s'engage dans des actions d'éducation environnementale en France et sur le continent africain. Ses travaux se concentrent également sur les relations entre les grands singes et les humains ainsi que sur l'effet des activités humaines sur leur comportement, leur santé et leur survie.

Alvaro Lario

Président du Fonds international de développement agricole (FIDA)

Fort d'une longue pratique en tant qu'expert dans le financement du développement international, le FIDA est devenu sous son égide le premier fonds des Nations unies à entrer sur les marchés financiers et à obtenir une note de crédit, ce qui lui permet d'élargir ses efforts de mobilisation des ressources au secteur privé. Il était auparavant à la tête du Département de la trésorerie et des marchés de capitaux à la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale, où il a notamment travaillé au développement des marchés de capitaux locaux et aux investissements sur les marchés émergents.

Elizabeth Maruma Mrema

Secrétaire exécutive du Secrétariat de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique

Au préalable, elle était directrice de la Division juridique du Programme des Nations unies

pour l'environnement (PNUE) à Nairobi, au Kenya. Ayant cumulé plus de deux décennies d'expérience à l'ONU, Elizabeth Maruma Mrema apporte à ce poste une vaste expérience en droit et politique de l'environnement mondial et en mise en œuvre de programmes environnementaux et de développement durable ainsi qu'une connaissance approfondie des processus multilatéraux.

Tamara Moutotekama Boussamba

Fondatrice et directrice générale d'AGRIDIS

Ancienne vice-présidente du Conseil national de la jeunesse du Gabon, elle a participé à la mise en place du programme Développement durable et jeunesse et de formations tech pour les femmes rurales. Militante contre la pauvreté et l'autonomisation de la femme, Tamara Moutotekama Boussamba est engagée auprès de diverses associations et est à la tête de son entreprise agroalimentaire dont les activités couvrent la production et la distribution de produits agricoles au Gabon depuis 2017. Elle est organisatrice du One Forest Youth Forum organisé à Libreville en marge du One Forest Summit.

Marc Palahi

Directeur de l'Institut forestier européen

Marc Palahi est titulaire d'un doctorat en sylviculture et en économie, et ses travaux, qui ont été publiés dans *Nature* et dans d'autres revues scientifiques de haut niveau, portent sur le développement d'une bioéconomie circulaire durable qui prospère en harmonie avec la nature.

Berta Pesti

Cheffe du secrétariat de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI) au sein du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Berta Pesti était précédemment conseillère technique pour la Finance REDD+ et spécialiste technique sur le changement climatique au PNUD. Elle a également été déléguée au Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Carlos Manuel Rodriguez

Président du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Ancien ministre de l'environnement du Costa Rica, Carlos Manuel Rodriguez se décrit comme « un avocat de profession, un politicien par choix et un écologiste par cœur ». Il est également un ancien membre du Conseil de direction de l'EPI et a joué un rôle clé lors de la conférence des COP15 à Montréal.

M. Sanjayan

Directeur exécutif de Conservation Internationale (CI)

M. Sanjayan est un scientifique et écrivain américain. Il a contribué à la création de coalitions public-privé pour des efforts massifs de restauration des forêts à travers le monde, au lancement d'un projet pionnier sur le carbone bleu en Colombie, ainsi qu'à l'Alliance multilatérale Blue Nature, qui vise à protéger 18 millions de km² d'océan en 5 ans. Auparavant, M. Sanjayan a occupé le poste de scientifique principal pour The Nature Conservancy.

Robert Schoellhammer

Représentant du bureau de représentation européen de la Banque asiatique de développement

Basé à Francfort, en Allemagne, Robert Schoellhammer a travaillé dans toutes les régions de l'Asie-Pacifique, avec un accent particulier sur l'Asie orientale et centrale. Auparavant, il a enseigné l'économie et géré des projets. Il est titulaire de diplômes en économie du développement et en agriculture des universités d'East Anglia et d'Aberdeen, au Royaume-Uni.

Emma Stokes

Vice-Présidente de la conservation sur le terrain pour la Wildlife Conservation Society (WCS)

Ancienne directrice de la science de la conservation pour les programmes de WCS en Afrique et directrice du programme régional de WCS pour l'Afrique centrale, elle dirige désormais le portefeuille mondial des programmes régionaux. Biologiste, elle a notamment contribué à une

révision à la hausse significative de la population de gorilles des plaines de l'Ouest du Congo, a dirigé des programmes de suivi de l'efficacité de la conservation pour les tigres en Asie du Sud-Est ainsi qu'un portefeuille de projets visant à mesurer et à améliorer l'impact de la conservation en Afrique. Son rôle a été moteur dans la création du partenariat SMART (*Spatial Monitoring & Reporting Tool*) qui continue d'être largement adopté dans plus de 600 sites en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Frans Timmermans

Vice-président exécutif de la Commission européenne

Il dirige les travaux de la commission sur le Green Deal européen et son objectif de devenir le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050.

Philippe Zaouati

Directeur général de Mirova

La société Mirova, qu'il a créée, gère environ 4 milliards en actions, obligations, infrastructures et finance solidaire. Philippe Zaouati était précédemment directeur général délégué de Natixis Asset Management, société de gestion d'actifs, en charge des équipes de développement commercial et de la division Investissement Responsable. Philippe Zaouati est très impliqué depuis plusieurs années dans le développement de la finance responsable, en France et en Europe.



ONE FOREST
SUMMIT

Contacts de presse

Benjamin SAYAG :
benjamin.sayag@elysee.fr

Mélodine ALLAIRE :
melodine.allaire@elysee.fr
